

L'Hebdo indépendant

Bulletin n° 636
du 1^{er} juin 2017

par Robert del PICCHIA,

*Sénateur
des Français établis
hors de France*

LÉGISATIVES 2017 : LE 1^{ER} TOUR CE WEEK-END !

La campagne : les professions de foi des candidats. Le ministère de l'Europe et des Affaires étrangères a mis en ligne les professions de foi des candidats au 1^{er} des législatives qui se tiendront ce samedi pour le continent américain, ce dimanche pour le reste du monde (et le dimanche suivant en France). <http://www.diplomatie.gouv.fr/fr/services-aux-citoyens/droit-de-vote-et-elections-a-l-etranger/elections-legislatives-professions-de-foi-des-candidats/>

Quelle nuance politique ? Le ministère de l'Intérieur a publié un tableau reprenant, par circonscription législative, les [tendances politiques des candidats aux législatives à l'étranger](#).

Dans quelle circonscription êtes-vous ? Le monde est divisé en 11 circonscriptions au sein desquelles les électeurs (inscrits sur une liste électorale consulaire avant le 31 décembre de l'année précédente) élisent un député (scrutin majoritaire uninominal à deux tours). Pour connaître votre circonscription :

http://www.diplomatie.gouv.fr/IMG/pdf/liste_des_pays_et_des_postes_par_circonscription_legislative_cle0e6184-1.pdf

Ouverture des bureaux de vote. Certains bureaux de vote resteront ouverts jusqu'à 19 h. Deux arrêtés ont été publiés :

- <https://www.legifrance.gouv.fr/affichTexte.do?cidTexte=JORFTEXT000034807105&dateTexte=&categorieLien=id>
- <https://www.legifrance.gouv.fr/affichTexte.do?cidTexte=JORFTEXT000034822083&dateTexte=&categorieLien=id>

Quel document fournir pour voter ? Il faut prouver son identité en fournissant soit :

- une carte nationale d'identité française, en cours de validité ou périmée ;
- un passeport français, en cours de validité ou périmé ;
- tout autre document officiel français ou de l'UE ou de l'Association européenne de libre-échange (Islande, Liechtenstein, Norvège et Suisse), en cours de validité. Le document officiel doit comporter le nom, le prénom, la date et le lieu de naissance et la photographie du titulaire, ainsi que l'identification de l'autorité administrative qui a délivré le document, la date et le lieu de délivrance ;
- une carte d'inscription consulaire.

Pourquoi pas une carte d'électeur à l'étranger ? L'idée a été proposée par Georges-Francis SEINGRY, alors rapporteur de la Commission temporaire de la participation électorale à l'Assemblée des Français de l'étranger. [10 propositions avaient été formulées](#) pour inciter les électeurs français à l'étranger à prendre part aux scrutins. La proposition n°8, « *Instaurer des mesures d'ordre symbolique et de visibilité* », suggérait l'impact favorable sur le sentiment d'appartenance à la Nation de l'envoi d'une carte d'électeur et l'incitation que cela représenterait. Des mentions telles que le bureau de vote ou la « *situation électorale* » de l'électeur (vote en France ou à l'étranger pour les élections nationales, a demandé à voter par correspondance postale ou non), seraient certainement utiles aux électeurs qui, pour beaucoup, ne reçoivent pas la convocation aux scrutins. Le ministère des Affaires étrangères est en effet loin de posséder l'ensemble des adresses électroniques de tous les électeurs inscrits.

MONDE

POUTINE à la galerie des Batailles de Versailles. À l'occasion de l'exposition « Pierre Le Grand », Emmanuel MACRON a reçu le Président russe. « *Nous nous sommes tout dit, on partage des désaccords, mais au moins, on les a évoqués* », a résumé le Président français, qui espère avancer sur des « *solutions communes* » avec Vladimir POUTINE. Sur la Syrie, Emmanuel MACRON a défini la « *ligne rouge* » de la France : « *toute utilisation d'armes chimiques* » par « *qui que ce soit* » fera « *l'objet de représailles et d'une riposte immédiate de la part des Français* ». Le chef d'État français a dit souhaiter un renforcement du « *partenariat avec la Russie* » sur ce dossier ainsi que la création d'un « *groupe de travail* » sur le terrorisme.

Les premiers pas de MACRON au sommet. Examen réussi pour le Président de la République lors de la réunion de l'OTAN et du G7. Son moment le plus fort : un déjeuner avec les 6 autres dirigeants mondiaux, au cours duquel ont eu lieu « *des échanges très proches, sans formalisme où on parle de tous les sujets, avec un niveau d'efficacité inédit* » a confié Emmanuel MACRON.

Climat : la décision de TRUMP connue à 19h GMT. Depuis plusieurs mois, la position de Donald TRUMP face à l'accord de Paris sur le climat semble indécise. La participation des États-Unis devrait être suspendue, pensent savoir les journalistes.

Attentat meurtrier à Kaboul. Un attentat au camion piégé a fait au moins 90 morts et plus de 460 blessés dans le quartier diplomatique de la capitale afghane, enveloppant le palais présidentiel. Le vol d'un avion devant reconduire en Afghanistan des migrants afghans a été annulé. Le ministre de l'Intérieur allemand évoque des raisons logistiques liées aux dommages subis par l'ambassade allemande à Kaboul. Berlin n'entend pas remettre en cause le statut de l'Afghanistan de « *pays sûr* », permettant les reconduites à la frontière, position que ne partage pas la France.

Début de Ramadan sanglant en Irak. Trois attentats ont fait plus de 40 morts et près de 140 blessés. Les deux premiers, revendiqués par l'EI, ont frappé Bagdad. Le troisième a eu lieu dans la soirée à Hit, à 200 kilomètres à l'Ouest. À Mossoul, dans le Nord, les forces irakiennes progressent lentement face aux djihadistes.

Brésil : la Cour suprême fédérale autorise l'interrogatoire, par écrit, du président TEMER. Visé par une enquête pour corruption passive et obstruction passive dans le cadre de l'opération « Lavo Jato » (lavage express), Michel TEMER aura 24 h pour répondre.

EUROPE

MERKEL veut que « l'Europe prenne son destin en main ». La chancelière allemande a estimé que les positions de Donald TRUMP sur l'Otan et le réchauffement climatique, ainsi que la sortie du Royaume-Uni de l'Union européenne éloignent l'Allemagne de ces deux alliés et obligent l'Europe à renforcer sa cohésion, « *naturellement, en amitié avec les États-Unis, en amitié avec la Grande-Bretagne, en bons voisins, là où cela est possible, aussi avec les Russes, avec les autres pays.* »

Les incertitudes de MAY à une semaine des législatives. Les sondages sont contradictoires : une étude dans le Guardian annonce toujours une avance de 12 points pour les conservateurs, alors que, selon une récente enquête de l'institut YouGov pour le Times, ils pourraient perdre 20 sièges et du même coup leur majorité absolue. Le Parti travailliste en gagnerait près de 30.

EDF peut reprendre Areva. La Commission européenne, gardienne de la concurrence, a autorisé la reprise par l'électricien français EDF de la majorité d'Areva NP, la division réacteurs nucléaires de son compatriote en difficulté Areva. « *La Commission a conclu que l'opération ne soulèverait pas de problèmes de concurrence* », écrit l'exécutif européen, qui n'assortit cette autorisation d'aucune condition.

POLITIQUE INTÉRIEURE

« **Moralisation** » de la vie publique. Le projet de loi porté par François BAYROU, Garde des Sceaux, « au nom du gouvernement » et conformément à la « promesse du Président de la République », « à peine 3 semaines après l'élection » sera présenté le 14 juin en Conseil des Ministres. Baptisée « Pour la confiance dans notre vie démocratique », François BAYROU a prévenu que son objectif ne peut être de « régler » les « problèmes de moralité individuelle » car les « institutions ne sont pas faites pour rendre les hommes vertueux ». L'objectif est de « préserver des abus et rendre confiance ».

1 - Révision constitutionnelle. Le projet de loi constitutionnelle comprendra d'autres promesses de campagne d'Emmanuel MACRON et sera donc présenté ultérieurement. S'agissant de ce volet, y figureront : la suppression de la Cour de Justice de la République (qui juge les ministres) ; les anciens Président de la République ne pourront plus siéger au Conseil constitutionnel ; limitation à 3 mandats identiques et consécutifs au Parlement et dans les « grands » exécutifs locaux ; interdiction des fonctions ministérielles et d'un mandat exécutif local.

2 - « Moralisation de la vie publique, notamment parlementaire » : interdiction des emplois familiaux (ascendants, descendants et conjoints) dans les cabinets parlementaires, ministériels et des exécutifs locaux ; les emplois croisés feront l'objet d'une déclaration. Garantie de probité : les parlementaires devront prouver qu'ils se sont acquittés de leurs obligations fiscales. Inéligibilité de plein droit de 10 ans maximum pour toute condamnation pour un crime, un délit d'atteinte à la probité. Encadrement des activités de conseils. Réforme de l'IRFM : remboursement au réel, sur factures. Suppression de la réserve parlementaire. Déclaration patrimoniale du Président de la Rép. à la Haute autorité en fin de mandat.

3 - Refonte du financement de la vie politique. Création d'une « banque de la démocratie ».

Richard FERRAND visé par une enquête préliminaire du parquet de Brest, saisi par l'association anticorruption Anticor. Le ministre de la Cohésion des territoires, un fidèle du chef de l'État, est déstabilisé par des révélations sur un montage immobilier remontant à l'époque où il dirigeait les Mutuelles de Bretagne impliquant sa compagne, puis sa fille. Il est apparu par ailleurs que des membres de sa famille ont pu bénéficier de contrats avec les Mutuelles de Bretagne, mais aussi que son fils a été engagé quelques mois en 2014 par son père, devenu député, comme assistant à l'Assemblée nationale. « Je vous invite à aller faire un tour en Centre-Bretagne. Ce n'est pas simple de trouver un jeune, volontaire, pour travailler cinq mois, qui sait lire et écrire correctement, aller sur Internet. » a répondu le cabinet de celui qui est aujourd'hui Ministre... de la Cohésion des Territoires. « Oui, je suis un homme honnête », clame le ministre.

Solidarité. Lors du Conseil des Ministres, le Président de la République a demandé au gouvernement d'être solidaire, soulignant que seule la justice pouvait dire ce qui constituait « une affaire ». L'exécutif ne doit jamais « gêner une quelconque procédure », a dit le chef de l'État, en ajoutant que « les choses ne vont pas forcément bien quand la presse devient juge ». Le porte-parole du gouvernement, Christophe CASTANER, a néanmoins évoqué un « malaise perceptible ». « Donc il nous faut répondre, répondre par la transparence, par la clarté », a-t-il ajouté. Selon un sondage Harris Interactive pour RMC et Atlantico, 73% des personnes interrogées jugent que les faits reprochés à Richard FERRAND sont graves, 27% étant d'un avis contraire. Pour 70% des sondés, le ministre de la Cohésion des territoires doit démissionner, contre 30% qui estiment qu'il peut rester en place.

Enquête sur une vingtaine d'eurodéputés pour soupçons d'emplois fictifs. Mis en cause par le Front national, ils font l'objet d'une enquête pour abus de confiance. Parmi eux, la ministre Marielle de SARNEZ, qui a porté plainte pour « dénonciation calomnieuse ». Une enquête préliminaire avait été ouverte le 22 mars au parquet de Paris après la dénonciation d'une députée européenne du FN, Sophie MONTEL. En cause : le cumul par une trentaine d'assistants de leur travail au Parlement avec des fonctions politiques, soit comme élus soit au sein des partis. Selon le même sondage Harris Interactive pour RMC et Atlantico, 65% des Français jugent « graves » les faits reprochés à Marielle de SARNEZ, contre 35%, et 62% estiment qu'elle devrait démissionner.

Réforme du droit du Travail : le temps de négociateur ? Le Premier ministre, Édouard PHILIPPE, a précisé le calendrier de la réforme du code du travail. « *Nous présenterons au mois de juillet, devant le Parlement qui sortira des urnes, une loi d'habilitation* » à légiférer par ordonnance et « *nous publierons avant la fin de l'été des ordonnances qui intégreront le fruit de nos discussions* » avec les partenaires sociaux, a déclaré le Premier ministre. L'Assemblée nationale examinerait le texte la dernière semaine de juillet. « *Je l'ai dit aux représentants syndicaux, nous nous laisserons le temps d'une discussion intense et complète* », a assuré Édouard PHILIPPE, tout en réaffirmant sa « *détermination sans faille* » à mener la réforme. Sont prévues dans un premier temps des sessions bilatérales, « *6 par organisation* ».

Quelle réforme ? Plafonnement des indemnités prud'homales en cas de licenciement abusif, référendum d'entreprise à l'initiative de l'employeur en cas d'accord minoritaire, fusion des instances représentatives du personnel (IRP), primauté des accords d'entreprises sur les conventions de branches, compte pénibilité (simplification à la fin de l'année ?)... Le gouvernement précisera en début de semaine prochaine « *le champ qui va être concerné par la négociation* ».

Législatives. Fin du « ni ni ». Le chef de file du parti Les Républicains, François BAROIN, a prôné le « *désistement* » de ses candidats en cas de possible victoire du Front national, en espérant « *que la réciproque soit vraie du côté d'En marche comme du Parti socialiste* ». Il s'écarte ainsi de la position adoptée par son parti depuis 2011.

MÉLENCHON veut « une trêve médiatique dans l'injure ». Vives critiques après sa sortie sur Bernard CAZENEUVE, qui s'est « *occupé de Rémi FRAISSE* », mort lors d'une manifestation alors M. CAZENEUVE était ministre de l'Intérieur. Ce dernier a porté plainte. Le président de la France insoumise veut maintenant « *qu'on puisse parler du fond politique dans cette campagne* ».

CAMBADÉLIS fait semblant d'y croire. Le Premier secrétaire du Parti socialiste estimerait à moins de 15 le nombre de députés socialistes élus au soir du 18 juin. Ils ne pourraient donc même pas constituer un groupe parlementaire. Des propos démentis.

Un proche de VALLS reproche à HAMON de ne pas respecter les règles du PS. Ça ne manque pas de piquant, aux yeux des commentateurs. Rappelons que l'ancien candidat PS à la présidentielle, Benoît HAMON, qui n'avait pas été soutenu par son rival à la primaire socialiste, a annoncé soutenir le candidat communiste, Michel NOUAILLE, dans la 1^{ère} circonscription de l'Essonne, celle où se présente justement... Manuel VALLS. Le maire d'Évry, Francis CHOUAT, qui a succédé à l'ancien Premier ministre à ce poste, dénonce sur Twitter « *une instrumentalisation politicienne et groupusculaire de l'élection législative. Benoît HAMON se permet de ne respecter aucune règle du parti* ».

DARMANIN menaçant. Le trésorier des Républicains a reçu un SMS peu amène du nouveau Ministre de l'Action et des Comptes publics, Gérald DARMANIN, anciennement LR. « *Bonjour Daniel, cela fait plusieurs fois que je lis des messages très loin d'être sympathiques sur moi. Faut-il que je soutienne le candidat En Marche ! dans ta circonscription ? Ou bien que je publie les lettres de demandes d'interventions fiscales que tu m'envoies depuis ma nomination ?* » écrit le ministre à son ancien allié qui dénonce sur Twitter le « *piège* » que constitue l'entrée au gouvernement pour ces anciens élus LR.

Renouvellement de l'Assemblée nationale ? Franceinfo a recensé 365 députés sortants qui vont se représenter, soit les 2/3 des députés. Les 212 autres ne se représentent pas, pour partie en raison de la loi sur le non-cumul des mandats qui va s'appliquer dès juillet 2017.

Un dîner presque parfait. Pour « *contribuer à faire élire des députés du Front national* », Marine LE PEN propose à ses électeurs de mobiliser leur « *épargne* », n'ayant pas pu obtenir de prêt bancaire. La solution ? « *L'emprunt patriotique* ». Les « *avantages exclusifs* » : un taux de 3% sur 12 mois et, surtout, « *une reconnaissance personnelle* ». À la clef pour ceux « *pouvant prêter au-delà de 75.000 euros* », « *l'opportunité exceptionnelle de rencontrer personnellement Marine LE PEN à l'occasion d'un dîner privé* ».

ÉCONOMIE & DÉFENSE

MACRON à Saint-Nazaire. Le chef de l'État, en visite aux chantiers navals de Saint-Nazaire, a développé sa vision de la politique industrielle, qu'il veut appuyer si besoin sur des accords d'entreprise « *responsables* », affichant aussi sa volonté de rassurer les salariés, notamment face aux travailleurs détachés.

Grève des carburants : fin du mouvement avant le week-end. La grève des conducteurs de camions de matières dangereuses (essence, gaz...), lancée il y a 6 jours par la CGT et qui entraîne des difficultés d'approvisionnement, pourrait prendre fin ce jeudi, après des « *avancées significatives obtenues* », selon la CGT, lors d'une réunion au ministère des transports.

L'armée américaine intercepte un missile intercontinental. Il s'agit de missile capable d'atteindre une cible à plus de 5.500 kilomètres. Le test, réussi, visait à simuler une frappe comme celles auxquelles pourrait procéder le régime nord-coréen s'il parvenait à se doter de missiles de longue portée capables de transporter une charge nucléaire.

Gaz : risque de pénurie l'hiver prochain. Les opérateurs du transport de gaz, GRTgaz (filiale d'Engie) et TIGF, ont relevé le faible niveau des souscriptions aux sites de stockage, ce qui pourrait poser un problème en cas de grand froid.

Whirlpool : six offres de reprise présentées aux syndicats. Parmi elles figurent des projets de voiture électrique, de méthanisation, de moteur pour l'électroménager... L'usine était devenue le théâtre d'une bataille de communication entre les candidats du 2^e tour de la présidentielle.

Zone euro : chômage au plus bas depuis 8 ans. Le taux de chômage atteint 9,3 % en avril selon Eurostat. Un chiffre en baisse de 0,1 point par rapport au mois de mars.

SANTÉ – SOCIÉTÉ

Édouard BALLADUR mis en examen dans l'affaire Karachi. Soupçonné d'avoir bénéficié d'un financement occulte pour sa campagne de 1995 par le biais de rétrocommissions sur des contrats d'armement, l'ancien Premier ministre doit répondre de « *complicité d'abus de biens sociaux et recel* ».

Dégradation de la tombe du Général De GAULLE. Cinq personnes ont été interpellées dans l'enquête ouverte après la dégradation volontaire de la tombe à Colombey-les-deux-Eglises (Haute-Marne). Un homme et une femme ont été placés en garde à vue.

Plus de 7 millions de morts. C'est le nombre de victimes du tabagisme chaque année, selon un rapport de l'Organisation mondiale de la santé (OMS), à la veille de la Journée mondiale sans tabac. L'OMS précise en outre que la culture du tabac est partiellement responsable de la déforestation, avec un arbre perdu pour 300 cigarettes produites...

Mort de Manuel NORIEGA. L'ancien général, au pouvoir au Panama de 1983 à 1990, est décédé à 83 ans. Formé au contre-espionnage aux États-Unis, puis recruté par l'agence de renseignement américaine CIA, il s'était ensuite tourné vers Cuba avant d'être chassé du pouvoir par une intervention militaire américaine puis détenu en Floride pour trafic de drogue.

CARNET ET NOMINATION

Ministère de l'Europe et des Affaires étrangères : [consulter la composition du cabinet](#)

L'Hebdo indépendant, tous droits réservés. Responsable de rédaction : Olivia RICHARD, avec la collaboration de Jean-Pierre VILLAESCUSA. La Rédaction s'efforce de diffuser des informations équilibrées, exactes et à jour. Les informations contenues dans l'Hebdo ne sont données qu'à titre indicatif. La responsabilité ne peut être engagée sur la seule base des informations dispensées dans cette publication. Cabinet parlementaire – tél : + 33 1 42 34 26 87 ou par mail : r.delpicchia@senat.fr